

Terre-Neuve-et-Labrador : horizon 2019–2020

MALGRÉ LE BOND DE LA CROISSANCE CETTE ANNÉE, LES DIFFICULTÉS À LONG TERME PERDURENT

À Terre-Neuve-et-Labrador, le profil prévu de la croissance reste ancré dans les grands projets. Le marché de l'emploi de cette province est depuis longtemps vulnérable aux hauts et aux bas de la construction dans les grands projets, et cette année ne fait pas exception. Sur fond d'activité culminante dans le projet de forage en mer West White Rose et des travaux dans différentes mines, la création d'emplois à temps plein progresse de 3,4 % sur un an depuis le début de l'année — ce qui est toujours supérieur au rythme de toutes les autres provinces — et le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction du pétrole et du gaz intervient à hauteur de 41 % des emplois nouveaux à temps plein en chiffres nets, contre à peine 5 % de la population active à temps plein. C'est pourquoi nous nous attendons cette année, sur le Rocher, à de forts gains de l'investissement des entreprises et des dépenses des ménages. On s'attend à ce que l'investissement comme la consommation piétinent en 2020 avec la fin des travaux consacrés aux grands projets.

Au-delà du secteur des ressources naturelles, la diversification continue de représenter une importante difficulté à long terme; toutefois, les exportations devraient profiter du relèvement de la production du pétrole et des métaux cette année et l'an prochain. De concert avec le tourisme et la technologie océanique, le gouvernement de cette province a indiqué, dans sa récente stratégie de croissance économique, que l'aquaculture est une industrie très prometteuse; les travaux consacrés à une ferme salmonicole de 250 millions de dollars* à la baie Placentia devraient favoriser, cette année et l'an prochain, l'investissement sectoriel. Les activités d'exploration en mer — en particulier le projet en eaux profondes de la Baie du Nord, qui devrait être entériné en 2020 — offrent elles aussi un potentiel de hausse; toutefois, l'exécution du plan de maîtrise des tarifs d'électricité de cette province — dont certains détails ont été publiés dans le Budget de mars 2019 — sera essentielle pour attirer plus généralement les investisseurs.

L'accès au logement a pris du mieux sur fond de forte croissance de l'emploi; toutefois, le marché du logement de cette province reste enlisé dans un excédent de logements invendus, cumulé durant le dernier affaissement des cours des produits de base. Pour la période de janvier à mai, les ventes de logements ont fortement monté, de 6,3 %, par rapport à l'année dernière; pourtant, les mises en chantier de logements comme l'investissement dans la construction résidentielle ont frôlé leur plus creux dans les annales durant l'essentiel du S1 de 2019. Cette dernière tendance devrait perdurer à moyen terme, puisque les chiffres quasi record de logements non absorbés à St. John décourageront probablement la construction résidentielle et pèserezont sur les gains des prix des logements.

À plus long terme, les facteurs démographiques continueront d'endiguer la croissance de la population active. Le vieillissement fulgurant de la population devrait se poursuivre, et la migration interprovinciale nette devrait continuer de peser sur l'économie. Au 1^{er} janvier 2019, Terre-Neuve-et-Labrador a comptabilisé son plus fort exode de résidents sur quatre trimestres à destination d'autres provinces et territoires canadiens depuis 2007 (graphique).

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces

416.866.4733

Études économiques de la Banque Scotia

marc.desormeaux@scotiabank.com

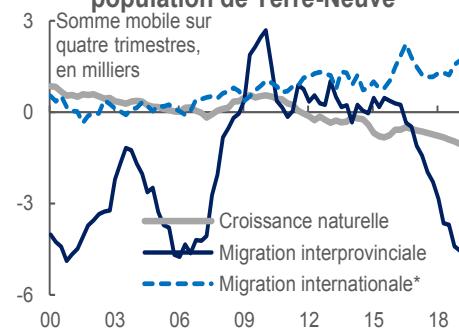
Terre-Neuve-et-Labrador variation en %, sauf indication contraire

Conjoncture économique	17	18e	19p	20p
PIB réel	0,9	-2,7	2,0	0,84
PIB nominal	4,3	0,5	3,0	3,9
Emploi	-3,7	0,5	1,9	0,2
Taux de chômage en %	14,8	13,8	11,8	11,6
Mises en chantier de logements en milliers	1,4	1,1	1,0	1,3
Situation budgétaire	EF18	EF19	EF20	
PIB	-2,8	-1,6	5,6	
Dette nette, en % du PIB*	44,4	46,3	40,3	

PIB nominal prévu : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador.

Les sources de croissance de la population de Terre-Neuve



*Dont les émigrants qui reviennent et les émigrants temporaires en chiffres nets, en excluant les résidents non permanents.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.

* Sauf indication contraire, les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000-17	2.1	2.4	1.8	1.3	1.2	1.8	2.0	2.3	2.0	2.8	2.7
2017	3.0	0.9	3.5	1.5	1.8	2.8	2.8	3.2	2.2	4.4	3.8
2018e	1.9	-2.7	2.6	1.2	0.1	2.5	2.3	1.3	1.6	2.3	2.4
2019p	1.4	2.0	2.1	1.3	0.6	2.1	1.4	1.5	1.4	0.5	2.2
2020p	2.0	0.8	2.0	1.3	0.8	1.8	1.8	1.5	1.6	2.5	3.0
PIB nominal											
2000-17	4.3	5.6	4.2	3.3	3.4	3.7	3.9	4.4	5.4	5.9	4.7
2017	5.6	4.3	4.8	2.9	4.3	5.0	4.1	5.4	4.8	10.0	6.9
2018e	3.6	0.5	4.6	3.2	1.9	4.2	3.5	3.1	3.8	4.5	4.4
2019p	2.7	3.0	4.1	3.0	2.2	3.2	2.6	3.3	3.3	1.3	4.2
2020p	4.2	3.9	3.9	3.3	2.5	3.7	3.7	3.3	4.0	4.6	5.7
Emploi											
2000-17	1.4	0.6	1.1	0.6	0.4	1.3	1.3	1.0	1.1	2.2	1.5
2017	1.9	-3.7	3.1	0.6	0.4	2.2	1.8	1.7	-0.2	1.0	3.7
2018	1.3	0.5	3.0	1.5	0.3	0.9	1.6	0.6	0.4	1.9	1.1
2019p	2.1	1.9	1.4	2.3	0.5	1.5	2.5	1.2	1.6	1.0	3.0
2020p	1.0	0.2	0.8	0.3	0.2	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	1.5
Taux de chômage (%)											
2000-17	7.1	14.3	11.1	8.8	9.5	7.9	7.0	5.1	5.0	5.3	6.5
2017	6.3	14.8	9.8	8.4	8.1	6.1	6.0	5.4	6.3	7.8	5.1
2018	5.8	13.8	9.4	7.6	8.0	5.5	5.6	6.0	6.1	6.6	4.7
2019p	5.7	11.8	9.0	6.8	8.0	5.2	5.6	5.5	5.5	6.7	4.6
2020p	5.9	11.6	9.0	6.8	8.0	5.4	5.8	5.5	5.5	6.8	4.7
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000-17	200	2.5	0.8	4.3	3.4	44	72	5.2	5.2	34	29
2017	220	1.4	0.9	4.0	2.3	46	79	7.5	4.9	29	44
2018	213	1.1	1.1	4.8	2.3	47	79	7.4	3.6	26	41
2019p	202	1.0	0.9	3.9	2.1	46	69	6.8	3.2	26	44
2020p	199	1.3	0.8	3.8	2.0	41	72	6.0	4.8	30	37
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000-17	1,657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180
2017	2,041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235
2018	1,984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1,935	30	9	51	39	447	813	60	49	220	217
2020p	1,915	30	9	50	37	440	800	56	48	217	228
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2017	-18,957	-1,148	-1	151	-117	2,361	-2,435	-789	-1,218	-10,784	2,727
2018	-18,961	-911	1	230	67	2,622	-3,672	-695	-303	-8,023	301
2019e	-11,815	-522	14	28	5	2,500	-11,700	-470	-380	-6,711	374

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutrice découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de coches de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.